

Avec la participation de :

Michel Prosper Mwangou
Pierre Boudzoumou Nganga
Grégoire Gayino

Manifeste pour le
Fédéralisme au
Congo Brazzaville

Projet d'une Constitution
fédérale

Site Internet : www.congofederation.com

"L'ennemi numéro 1 de tout Etat est l'homme qui est capable de penser par lui-même sans considération pour les superstitions et les sophismes de la pensée unique. Presque inévitablement il parviendra alors à la conclusion que l'Etat sous lequel il vit est malhonnête, insensé et insupportable, ainsi si cet homme est idéaliste il voudra le changer. S'il ne l'est pas, il témoignera suffisamment de sa découverte pour générer la révolte des idéalistes contre l'Etat."

Henry Louis Mencken - 1880-1956

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 979-10-227-8893-9

© David LONDI

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

PRÉFACE

Tout n'est qu'une question de cycle. Et les cycles sont liés au temps...

Lors de la Révolution française de 1789, la France fût gouvernée tout d'abord par l'Assemblée nationale constituante (du 17 juin 1789 - 30 septembre 1791), puis par l'Assemblée nationale législative (du 1er octobre 1791 au 21 septembre 1792), ensuite par un régime politique appelé « Convention nationale » (du 21 septembre 1792 au 26 octobre 1795). C'est la Convention nationale qui fonda la Première république française. Les députés de l'Assemblée législative siégeaient à gauche de la salle. Leurs bancs étaient les plus élevés. Ils formaient le groupe de la Montagne. Ils prirent le nom de "montagnards". Ils étaient menés par des députés tels que Robespierre, Danton, Desmoulin et Marat. Ils s'opposaient à un autre groupe, les "Girondins". Les montagnards et les girondins étaient tous membres de la société des Amis de la Constitution, plus connue sous le nom de "Club des Jacobins". Mais, leurs visions du pouvoir divergeaient. Au bout du compte, les montagnards finirent par s'imposer sur les girondins et à imprimer leur conception politique au sein des Jacobins.

En France, le jacobinisme a servi à désigner une doctrine politique favorable à l'indivisibilité de la République française, à une démocratie centralisée et à un exécutif fort.

En Afrique, particulièrement dans les anciennes colonies françaises d'Afrique, le système de gouvernance qui domine c'est l'État unitaire jacobin. Avec son leitmotiv « La république est une et indivisible », l'État jacobin tue à petit feu la dimension culturelle des peuples de ces pays. Il ronge leur diversité linguistique et exacerbe les antagonismes ethniques. Avec son système de pouvoir basé sur un Président de la République fort et élu au suffrage universel, il se nourrit de complots politiques. Il

entretient l'instabilité institutionnelle et alimente les coups-d'État, la guerre, la mort, la souffrance du peuple. Il crée la désolation et provoque les migrations de toutes sortes en Afrique. Le plus grave, c'est que ce système favorise le pillage du patrimoine matériel des pays africains et le saccage de leur patrimoine immatériel. Comme un ogre, il dévore toute vie sur son passage.

Le jacobinisme a fait son temps. Et le temps a prouvé ses limites !

Toutes les conditions sont désormais réunies pour se poser les questions sérieuses : jusqu'à quand cette forme de gouvernance antihumaine va-t-elle perdurer ? Qui sont ses défenseurs ? Dans quel intérêt certaines consciences persistent-elles à poursuivre dans une voie aussi destructrice ?

Des fils du Congo Brazzaville, en avance sur leur temps, ont déjà parfaitement compris l'intérêt de réorienter l'histoire de leur pays ! Ils se sont mis à l'œuvre.

Lorsque mon réseau m'a adressé la requête de Monsieur David Londi d'organiser la première téléconférence mondiale sur le Fédéralisme au Congo Brazzaville en m'y associant, j'ai voulu au préalable cerner les motivations de l'organisateur. Dès les premiers échanges, j'ai su que l'esprit de cet homme avait saisi le changement qu'attendaient les peuples de son pays.

Entouré de ses compatriotes, il a efficacement monté la conférence qui s'est tenue le 20 mai 2018. Quelques semaines à peine après cette conférence, ils ont produit ce Livre-Blanc ayant pour titre : « Manifeste pour le Fédéralisme au Congo Brazzaville. Projet de Constitution fédérale ».

C'est un document de référence ! Il passe au peigne fin les forces et faiblesses du Congo Brazzaville depuis les indépendances. Après en avoir fait un bilan exhaustif de l'État-nation et de l'organisation politique, l'ouvrage débouche sur une solution mal

connue par les africains francophones à cause du formatage des esprits par le jacobinisme. Cette solution, c'est le fédéralisme.

En français courant, fédérer veut dire « réunir, rassembler ». Au sens politique, Alexis de Tocqueville, historien, philosophe et homme politique français, avait défini le fédéralisme sous l'angle du but social à atteindre : « le fédéralisme, c'est apporter la démocratie devant la porte de chaque citoyen. »

Le fédéralisme est la solution politique qui est proposée dans ce livre pour gouverner le Congo en apportant à chaque citoyen la démocratie à sa porte et en rassemblant tous les peuples congolais autour d'un projet de vivre-ensemble et de bien-être partagés par tous les fils et filles du Congo. L'enjeu est de taille : il faut sauver le Congo Brazzaville ; il faut l'apaiser durablement.

La dimension la plus concrète de ce Livre Blanc se retrouve dans la proposition d'une Constitution fédéraliste qui a su s'inspirer rationnellement des meilleures expériences suisses. C'est en cela que ce Livre Blanc s'inscrit et constitue un apport pour le courant de pensée de la Fédéralitude. D'ailleurs à propos du système politique helvétique, David Londi nous rappelle que « Quand l'expérience valide la théorie dans un contexte bien défini, un phénomène devient un fait scientifique et donc universel. » Il faut donc savoir mettre son égo de côté lorsqu'il s'agit de s'enrichir d'une chose qui contribue au bien de l'humanité lorsque celle-ci a fait ses preuves dans le temps.

L'étude de faisabilité de cette Constitution a donné à la production de documents dignes des travaux des plus grands bureaux d'étude mondiaux dont : Plan de gestion des risques, Plan d'installation de la Fédération, Processus de mise en œuvre de la Fédération.

Nous avons la certitude que ce livre blanc servira, moyennant de menues adaptations, de modèle à tous les visionnaires, défenseurs, fidèles et apôtres du Fédéralisme qui y découvriront

l'intérêt de faire germer un nouveau système de gouvernance dans leurs pays respectifs et partout en Afrique.

Ce livre servira de support à toutes les « puissances » de l'hémisphère Nord dont les populations se demandent par quel miracle l'Afrique réussira-t-elle à stabiliser ses africains chez elle... Le sujet est sérieux pour tout le monde car à force de minimiser les conséquences de l'immigration africaine, même l'Union Européenne s'expose à un grand sujet de discorde qui risque de conduire l'Europe à une dislocation inattendue...

En guise de conclusion, retenons que les auteurs ont réalisé un travail colossal avec pour intention de poser les bases d'une paix durable entre les entités humaines du Congo Brazzaville (les Kongos, Tékés, Mbochis, etc.) Il appartient à chacun d'agir et de contribuer à son niveau à ce qui est envisagé. Le Congo Brazzaville doit se bâtir sans plus jamais connaître d'effusion de sang ; pour une prospérité partagée entre les peuples du Nord, du Centre et du Sud.

Au nom et pour tous ceux qui œuvrent pour l'amélioration de la condition humaine, sans distinction de classe sociale ni de race.

José Mene Berre.

Initiateur du courant de pensée de la Fédéralitude

Avant-propos

« Nous sommes une nation de nations ». Cette formule célèbre de John Kennedy s'applique aussi à la réalité congolaise qui a, pourtant, fait du déni des nations dans l'espace politique, social et culturel son cheval de bataille. J'entends, ici, la nation comme « un peuple, un territoire, une langue et une culture ». [Par la pénétration des valeurs chrétiennes et du capitalisme, l'"aliénation" a été fort tôt, dès le début du XIXe siècle, intériorisé par les intellectuels autochtones acculturés. Ce sont eux qui, aux cotés des colonisateurs, ont été les meilleurs agents de diffusion de l'idéologie de l'Etat-nation à l'occidentale, opposée aux aspects « primitifs » des autorités anciennes, dont il devint de bon ton d'affirmer et d'enseigner le caractère rétrograde et « tribal ». Ainsi fut inventé le dualisme tradition/modernité][a]. Cette attitude a favorisé la montée des forces centrifuges. Ce déni permanent de la réalité profonde du pays nous a fait naviguer du capitalisme le plus exotique à un marxisme-léninisme tropical à l'idéologie du tribalisme la plus sanglante qui revient comme un boomerang quand notre pays est confronté à des choix majeurs et déterminants.

Cette situation, comme le pense le romancier et dramaturge, Sony Labou Tansi, s'est joué en amont, avec l'intrusion des Européens et de la colonisation. Il récuse la pertinence des frontières qui ont taillé dans le vif des cultures : « L'effondrement du mur de Berlin a réjoui la planète. Mais n'oubliez pas que, en 1885, à Berlin, on a érigé d'autres murs, invisibles, au cœur de l'Afrique ». Ces murs, les dirigeants africains les ont consolidés. Ces frontières ont séparé les peuples que tout rapproche. Ils ont distribué des cartes d'identité à des communautés dont les affinités, l'espace culturel et ethnique s'étaient étalés hors du territoire imposé par la Conférence de Berlin. Ils ont voulu, ainsi, les enrégimenter, les dresser les unes

contre les autres. Diviser pour régner. Si tous les Kongos de l'Angola au Congo en passant par la RDC étaient réunis dans un même pays, la résistance contre le colon aurait été plus forte. Cela vaut aussi pour les Foulbés d'Adamaoua et les Bayas de la Haute Sangha qui, ensemble, auraient donné du fil à retordre aux envahisseurs européens, aguerris aux techniques de guerre religieuse (musulmans contre animistes) pendant des siècles [b]. A l'intérieur des frontières se dressent aussi ces mêmes murs invisibles entre les ethnies qui ont durablement compromis la paix, le développement économique et social. L'Etat-nation, dans les frontières imposées, est un échec patent. Son bilan est là pour nous le prouver.

[Pour peu qu'il parle le kikongo, un Congolais de la région du Pool - celle de Brazzaville - peut dialoguer avec un ressortissant du nord de l'Angola ou du Bas-Zaïre (Bas-Congo). Et sur le plateau des Cataractes, là où le tracé de la frontière entre Congo et RDC est purement arbitraire, les parents scolarisent moins leurs enfants en fonction de leur nationalité que par rapport à la distance qui sépare l'école du village. De même, au-delà de Mossaka, les pêcheurs du Congo et de l'Oubangui ne se préoccupent pas des limites territoriales][1]. Il nous est donné, dans la réalité des frontières actuelles, de chercher les moyens de transformer ce handicap en forces créatrices. C'est l'un des défis que le fédéralisme se propose de relever. Nous ne pouvons pas repartir pour un nième tour avec un système qui a les tares qui nous ont plongés dans le marasme économique, social et sécuritaire.

La révolution copernicienne provoquée par l'instauration du Fédéralisme doit nous permettre de modifier notre rapport au pouvoir, au mode de fonctionnement des institutions, à l'économie et au « vivre-ensemble » dans la diversité. Dans notre pays, vivante et fragile mosaïque

ethnique évoluant jusque-là dans une unité fantômatique, il va donner la possibilité aux régions de convertir les relations informelles interrégionales et internationales en forces de développement économique et culturel par la création de grands espaces d'échanges. En effet, dans le cadre du Fédéralisme, les Etats fédérés (Régions) auront une plus grande agilité pour construire des « joint-ventures » économiques et culturelles avec des entités de niveau institutionnel inférieur ou égal au leur. Toutes nos régions ont des potentialités économiques (agriculture et toute l'industrie de transformation agricole, énergie soit hydraulique soit solaire ...) et intellectuelles pour relever ces challenges. C'est pour cela que, l'ultime étape du Fédéralisme est de déployer cette révolution dans toute l'Afrique centrale pour, progressivement, reconstruire le tissu commercial et culturel d'Antan et en conquérir de nouveaux. Il est temps que le panafricanisme, porté par certains de nos glorieux anciens, devienne l'œuvre des peuples pour les débarrasser des dictateurs. Frédéric Bastiat disait : « si les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront ». Selon lui, le libre-échange entre les pays pourrait réduire les conflits internationaux parce que le commerce forge des relations entre les nations et crée une incitation pour chacune d'entre elles d'éviter la guerre avec ses partenaires commerciaux. Bastia énonce que si une région était une île économique et culturelle, l'absence d'interaction positive générée par le commerce pourrait laisser davantage de place au conflit. Permettre aux régions d'échanger librement crée une dynamique de connaissance de l'autre parce que l'on apprend sa langue et sa culture comme cela s'est toujours fait depuis la nuit des temps. La volonté de commercer débouche toujours sur le développement des infrastructures et des moyens de transport qui favorise le désenclavement économique et culturel. Pour cela, commençons par faire face à notre Histoire « multinationale » avec objectivité et courage. Sa méconnaissance, encouragée par les pouvoirs successifs, a placé au cœur de la pensée du congolais le préjugé, la peur

et parfois le dédain de l'autre. Les Congolais ne se connaissent pas, ils s'interprètent entre eux à travers des clichés éculés, parfois hérités de la colonisation, qui n'ont aucun fondement scientifique ou des préjugés sur un prétendu « hégémonisme » presque congénital prêté à certains groupes ethniques et que certains ne manquent pas de souligner dès que l'un de leurs ressortissants porte un projet pour le pays. Il s'est creusé un fossé entre les ethnies qui a éloigné l'idée de la nation. Faisons l'inverse, commençons par développer nos régions et les zones interrégionales pour construire la nation. Horizontalisons l'idée du développement économique en commençant par nos régions respectives qui ont toutes les potentialités. Le potentiel économique ne doit pas se mesurer à l'aune de ses matières premières solides, liquides ou gazeuses mais de la force et de la détermination des habitants à créer des richesses.

Le Congo n'était pas une entité « a-histoire » avant l'arrivée du Colon ; ses successeurs, nos élites, ont continué à évoluer dans cette logique quand, toute référence à l'ethnie était tue. Mais, peut-on gommer toute la culture d'un peuple que la mémoire collective a forgée depuis des siècles ? C'est donc naturellement que l'appartenance à l'ethnie s'exprime violemment à chaque respiration démocratique, instrumentalisée par ceux qui la vouent aux gémonies dans le discours public alors que chacun de leurs actes en est imbibé. Ce faisant, l'Etat-nation s'est attaché à magnifier le superficiel pour s'affranchir de la réalité culturelle profonde du pays. Cette réalité qui, tel du magma en fusion dans les entrailles d'un volcan, jaillit de temps à autre brûlant tout sur son passage, laisse derrière lui des paysages de désolation qui se revitalisent péniblement.

Cette volonté de légiférer au détriment des pratiques des populations avait été dénoncée en son temps par la Semaine africaine : [N'a-t-on pas un moment, sur

l'audiovisuel d'Etat, interdit par exemple la diffusion d'œuvres musicales composées en langues maternelles ?

Etait-elle différente, la logique coloniale consistant à dépouiller un groupe humain de sa culture, de sa mémoire, de sa fierté (11) ?"].

Parce que les différences ne menacent pas forcément la nation, il aurait fallu respecter la part prise par chacun dans l'Histoire. Les grandes aventures économiques se construisent dans une certaine réalité historique, il n'y a de génération spontanée nulle part, surtout pas en Economie. La culture joue un rôle plus qu'important. L'exemple de la Chine ou des NPI (Nouveaux pays industrialisés) est là pour le prouver. Notre rapport aux responsabilités, à l'argent et au travail est souvent conditionné par notre histoire socioculturelle. La Chine émerge pour devenir l'une des superpuissances du XXIème siècle du fait de son développement économique, politique, et militaire, appuyé par l'importance de sa population et la force de sa civilisation qui plonge ses racines dans les profondeurs du XXIème siècle av. JC. Ils n'ont rien renié de leur Histoire. L'on ne peut ignorer le passé et chercher à grandir et, l'on ne peut vivre en paix si l'on n'assume pas nos différences. Toutes les nations qui ont voulu annihiler les différences l'ont fait au prix de massacres et de répression sur des siècles. La négation de cette réalité fait toujours de l'autre le bouc émissaire d'une situation que l'on a créée soi-même. C'est toujours la faute de l'autre.

Le sociologue Henri Ossebi ne dit pas autre chose quand il analyse le discours du PCT sur la question : "Le brouillage opère à la fois par défaut et par excès. Dans le premier cas, il prend l'allure d'une dénégation : à aucun moment le discours officiel ne désigne les détenteurs du pouvoir comme acteurs"tribalistes"ou"régionalistes". Ce sont toujours les autres, dans une "langue de bois" qui

fonctionne en permanence à l'exclusion et à l'accusation. Dans le second cas, il consiste à voir partout, dans tout conflit ou toute prétention concurrente, la figure de l'"ethnie" ou de la région].

Pourtant la connaissance de la culture de l'autre contribue à débusquer les mauvaises intentions qui se cachent derrière ce genre de discours. Chaque communauté devrait avoir la liberté de pratiquer sa langue et de vivre ses traditions. Mais tous les dirigeants ont tourné le dos à ces principes et tenté de construire une nation interdisant toute référence à la diversité ethnique. Ils se sont glissés dans les habits du Colon qui considéraient que nos traditions étaient barbares et sauvages, l'ancêtre Gaulois était la seule référence et le reste même s'ils l'ont effacée des manuels scolaires et du discours. N'ayant intégré que les aspects superficiels de cette culture que l'on nous imposait, ces élites ont géré et continuent à gérer l'appareil de l'Etat et les finances publiques comme ceux d'un « petit village », de véritables épiciers.

Mais sous les apparences qu'il cherche à blanchir (jusqu'à la peau), le pouvoir politique tente d'asseoir sa légitimité en remettant au goût du jour le clientélisme ethnique. Il allie un népotisme régional - une place prépondérante réservée aux ressortissants de son ethnie ou « corégionnaires » dans l'administration et les entreprises - à une gestion démagogique de l'administration faisant de l'ensemble des fonctionnaires, toutes ethnies confondues, sa base sociale pour pérenniser son pouvoir. Il gère les affaires du pays comme une épicerie familiale. Jamais, le langage le plus tribaliste ou le plus régionaliste du discours de l'ethnicité n'est exposé, dans sa crudité, sur la place publique ouverte et couverte par les médias, en général. Tout se passe comme si l'espace du « non-État » où celui-ci se donne à entendre a la vertu de produire l'adhésion attendue de tous les auditeurs ethniques à la cause que défend leur leader. Il s'agit donc d'une

révélation faite « entre soi » ; le plus souvent dans la langue ethnique ou régionalisée ; une vérité qu'on aurait toujours cachée et qui trouve, enfin, dans des moments décisifs l'occasion d'être dévoilée pour susciter une plus grande décision. C'est dans cet « entre soi » ethnique que se trame la stratégie de la conquête et de la conservation du pouvoir.

Pour le sociologue Côme Mankassa, ce fonctionnement renvoie à une tare congénitale. Le système lignager imprime encore sa marque sur la vie sociale : quand on est Mbochi comme le président de la République « on a l'impression de gouverner, de participer directement au pouvoir ». « Si le Congo est en faillite, ajoute-t-il, il le doit au régionalisme. L'unité nationale doit être regardée non comme une donnée mais comme un devenir ».

Cette réalité que l'on n'ose pas exposer en public et longtemps considérée comme une tare a resurgi dès le début de la démocratisation en 1991, les masques sont tombés. Pendant 60 ans, ce jeu se met en place dans les arrières-cours des « Think Tanks tribaux » sur des slogans d'unité de façade pour accéder ou se maintenir au pouvoir. Le prétexte de nation, au Congo n'est qu'illusion et hypocrisie, depuis l'indépendance. Qu'en est-il, en réalité, de ces 60 ans d'Etat-nation ?

Le Congo accède à l'indépendance: l'abbé Fulbert Youlou, ce premier Président l'emporte de justesse sur Jacques Opangault par 1 voix, celle de Yambo, après des affrontements sanglants (à Pointe-Noire et à Brazzaville en 1959) qui firent environ une centaine de morts et plusieurs blessés et laissent aujourd'hui encore un souvenir indélébile et amer chez celles et ceux qui les vécurent. Quelques-uns des dirigeants actuels de ce pays sont dans ce cas. Après ces affrontements, des affiches vont fleurir dans Brazzaville annonçant une tournée commune des deux leaders protagonistes (Youlou et Opangault) décidés de

conjuger le sort et consolider l'unité de la nation naissante par un projet de création d'un parti unique. Youlou sera l'unique candidat à la première élection présidentielle avec Opangault comme Vice-président qui démissionnera en 1962. Le premier gouvernement, d'union nationale, était composé des ministres venus de tous les partis politiques (MSA d'Opangault, PPR de Tchikaya et l'UDDIA-RDA de Youlou), en 1961. C'est la première tentative de concrétisation de l'union nationale. Pourtant les émeutes de 1959 vont durablement marquer l'Histoire de ce pays et vont tuer l'idée de l'Etat-nation parce que, comme l'écrit, Joseph Tanda [Les processus coloniaux de production de l'ethnicité en « Afrique subsaharienne ont abouti au Congo à une division de l'espace national en un Nord bangala ou mbochi d'une part, et en un Sud kongo d'autre part. Cette dichotomie explique aussi bien pour une grande partie de nationaux que d'étrangers, les violences et les vicissitudes des changements politiques dans le pays. Après ce qui semblait être un phénomène aberrant - la guerre «fratricide » de 1993 et 1994 opposant les partisans de Pascal Lissouba, Président de la République, à ceux de Bernard Kolélas, chef de l'opposition, tous deux « sudistes », la guerre de 1997 s'est présentée dans bien des esprits comme l'accomplissement d'un événement longtemps attendu, souvent avorté, mais toujours redouté. Et s'il en a été ainsi, c'est parce que cette guerre a actualisé, enfin, le mythe fondateur de la violence politique au Congo : la guerre de 1959 ayant opposé les « Mbochi » de Jacques Opangault aux « Laris » de l'Abbé Fulbert Youlou. Florence Bernault souligne bien cette dimension fondatrice de la guerre de 1959 lorsqu'elle écrit : « Dans le monde politique congolais, 1959 est devenu un de ces grands mythes fondateurs décrits par Georges Balandier, une illusion sociale essentielle » foncièrement a-historique. L'événement installa le pays dans une contradiction fondamentale, la croyance répandue partout dans un conflit "Nord-Sud" ; et dans la pratique politique, électorale et

clientéliste, le continuel réaménagement, sinon la négation de cette dichotomie »][1].

Pourtant le pays possède, alors, un secteur capitaliste important au regard de ses voisins qui servent de débouchés pour ses productions industrielles (cigarettes, bières et boissons, savons, sucre, petite métallurgie, tissus, etc.). Il exporte une quantité croissante de bois, en partie transformé, vers les pays industrialisés. Il joue un rôle central dans le système de transport transéquatorial avec l'axe Oubangui-Congo-chemin de fer Congo-Océan. Les activités de services associées y ont développé une couche d'employés (transit, commerces, banques et assurances) et d'ouvriers des transports (cheminots, dockers, manutentionnaires), auxquels s'ajoutent les fonctionnaires de l'ancienne capitale de l'A.E.F. (Afrique Equatoriale Française). De grandes installations industrielles sont projetées autour du barrage de Sounda, sur le Kouilou, jamais achevé mais qui devait faire de ce pays de petite transformation, de transit et d'infrastructure un très important centre industriel électrométallurgique et électrochimique. Cette première expérience, capitaliste, va échouer brutalement pour des raisons que les historiens de ce pays devraient analyser pour en restituer les réelles motivations. La chute de Youlou va démarrer le cycle des coups d'état qui ont renversé des gouvernements démocratiquement élus. C'est le premier échec de l'Etat-nation dans ce pays sur fond des luttes ethniques pour la conquête du pouvoir.

Une opposition prend naissance dans les couches salariées, s'exprimant à travers leurs syndicats (dont les divisions reproduisent fidèlement celles de la France), dans la jeunesse et ses organisations. La situation au Congo ex-belge, son évolution rapide, crée une atmosphère de fièvre et de radicalisation, particulièrement chez les jeunes, alors que Youlou soutient ouvertement Tschombé.. Les accusations de défenseur des intérêts français au Congo et

des critiques sur son mode de vie jugé trop luxueux par les opposants et sur l'hébergement du sol congolais de la radio « Makala [c] » minent son pouvoir.

Un soulèvement populaire brutal, en 1963, conduit à l'éviction de Youlou, l'armée congolaise observant une « neutralité favorable et l'armée française n'osant intervenir devant l'ampleur du mouvement. Des officiers du sud et de la même ethnie que lui vont s'activer pour lui imposer une démission qui l'obligera à mettre fin à ses fonctions.

Le mouvement des 13, 14 et 15 août 1963, qualifié de « Révolution » congolaise des "Trois Glorieuses", installe Alphonse Massamba-Débat au pouvoir. Il se développe et s'organise progressivement en différentes organisations : J.M.N.R. (Jeunesses du mouvement national de la révolution) ; C.S.C. (Confédération syndicale congolaise) ; U.F.C.(Union révolutionnaire des femmes du Congo) ; Défense civile, organisation des miliciens, qui est en fait la branche armée de la J.M.N.R. Il presse le nouveau pouvoir de Massamba-Débat, par exemple, qui est élu président de la République avec Lissouba comme premier ministre, et quelques anciens syndicalistes, de définir, pour le M.N.R. (Mouvement national de la révolution), un programme avancé. De ce programme naît la plus grande confusion politique et économique qui va plonger le Congo dans une zone d'incertitude mêlant une économie à tendance capitaliste et une phraséologie marxiste jetant tous les partenaires économiques de ce pays dans la plus grande incertitude. Le mouvement des 13, 14 et 15 août ne répond pas à un véritable programme pour renverser le régime. L'impopularité, supposée ou réelle, de Youlou cristallise toutes les tensions, de sorte qu'un front allant de syndicalistes d'extrême gauche à de jeunes officiers voit le jour, sans que pour autant naisse une véritable union entre ces opposants.

L'armée française est évacuée, l'enseignement nationalisé et généralisé. Mais la place du secteur privé reste largement dominant, la loi du marché reste la règle (profit, libre circulation des capitaux et convertibilité monétaire – le Congo demeure dans la zone franc) ; cependant, le projet d'un vaste secteur agricole, industriel, commercial et financier dépendant de l'Etat prend forme. Quelques nationalisations limitées (élevage, énergie, eau) et, surtout, des accords de coopération, avec les pays de l'Est et la Chine surtout, doivent permettre de mettre progressivement en place ce secteur collectif national. Mais la situation politique va vite déstabiliser cet attelage..

Dans le pays, le mouvement s'appuie essentiellement sur la mobilisation des jeunes, dans les villes comme dans les campagnes, et sur les chômeurs urbains. Les attaques verbales du gouvernement sont dirigées contre les bureaucrates de la fonction publique, l'exploitation néo-coloniale et l'impérialisme pendant que le système de production reste inféodé à la France avec le renforcement de l'Etat-nation hypercentralisé. La corruption, les diverses formes d'organisation et de pression des cadres de l'appareil d'Etat, sont rudement atteintes. Des incidents éclatent, inévitables, qui opposent les deux groupes armés du pays, l'armée traditionnelle et la Défense civile, chargée plus précisément de défendre les acquis de la « Révolution ».

Mais le mouvement populaire va rapidement atteindre ses limites. Il ne déborde ni chez les paysans et paysannes, ni chez les ouvriers et employés. Il les imprègne, certes, mais ne les organise pas.

A cela, il semble qu'il y ait plusieurs raisons. Les quelques chefs syndicalistes entrés dans l'appareil d'Etat se coupent très vite de la base. Dans les campagnes, le mouvement est restreint à la jeunesse, il n'atteint pas

producteurs et productrices car il n'a guère de mots d'ordre concrets à leur proposer. La crainte de rompre totalement avec le capital étranger incite à ne pas aller, trop loin, d'autant que les travailleurs des entreprises privées ne sont pas véritablement préparés. La J.M.N.R. constitue un formidable creuset dans lequel se forment de nombreux militants, et cela laissera des marques indélébiles dans la jeunesse à travers tout le pays. Mais il n'y a ni structure ni parti permettant d'organiser militants et travailleurs à un niveau plus vaste, de définir des programmes applicables correspondant au rapport de forces politiques et aux aspirations populaires. Le M.N.R., quant à lui, est un front composé de forces « bourgeoises » ou qualifiées comme telles et pas du tout une forme d'organisation des militants révolutionnaires ou des travailleurs.

Si la force du mouvement de la jeunesse conduit ainsi à une radicalisation du régime et le pousse en avant, bien au-delà de ce que le respect des intérêts français ou étrangers très présents ne pouvait le permettre, l'absence d'implantation et d'organisation effective des J.M.N.R. devient vite un frein dans un contexte qui ne veut pas entrer dans les modifications profondes de l'appareil productif de l'Etat, hérité de la Colonisation. Un fossé apparaît entre des mots d'ordre très avancés, leur perception par les masses, et la capacité réelle de les mettre en œuvre. Le divorce entre le discours et la pratique naît dès cette époque. Cela vient confirmer le fait que le mouvement des 13, 14 et 15 août 1963 n'a pas modifié profondément le régime de Youlou. La France est toujours à la barre de la politique territoriale et extraterritoriale du Congo : monnaie et diplomatie. A un élément près, il garde le même triptyque : francophilie, anticommunisme et discours anticolonialisme en interne pour Youlou et, francophilie, anti-impérialisme et discours anticolonialisme en interne pour les nouveaux dirigeants. Pris à leur propre discours qu'ils n'arrivent pas à

transformer en actes, les dirigeants sont dépassés par l'attente réelle du peuple.

N'obtenant pas une inflexion significative de la politique économique du gouvernement pour la rendre conforme au discours, dans les années 1966-1967, le mouvement de la jeunesse s'essouffle. S'enfermant progressivement dans les camps de la Défense civile, il devient aussi de plus en plus antagonique avec l'armée traditionnelle. La « gauche » symbolisée par Lissouba (le modéré) et Noumazalaye (l'extrême gauche), est très divisée, d'une part selon le type des liens qu'elle a noués avec l'appareil d'Etat, d'autre part selon son implication dans le mouvement de la jeunesse ; elle ne dispose, en outre, d'aucun instrument politique de coordination. Massamba-Débat, qui n'a jamais adhéré aux excès du discours des « Révolutionnaires » mais plutôt à un « socialisme bantou », se sent suffisamment fort pour infléchir la politique du gouvernement. Il renvoie, en janvier 1968, le premier ministre Noumazalaye, qui avait succédé à Lissouba, réorganise le pouvoir, passant d'un gouvernement de technocrates à un gouvernement plus politique en plaçant ses hommes sûrs aux postes-clefs du gouvernement. Il est accusé par ses détracteurs de favoriser le recrutement, l'organisation et la promotion des hommes du Sud (comme lui) par les ethnies du Nord, en particulier dans l'armée. Devant cette tentative, des regroupements s'opèrent tandis que la tension monte. S'il y a un point positif, malgré 4 regrettables assassinats politiques de Matsokota, Joseph Pouabou, Anselme Massouémé et Jean Marie Nganzari, les joutes politiques restent essentiellement verbales ressemblant plus au prolongement des joutes politiques des AG (Assemblées Générales) de la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire Francophone) sur les campus des universités françaises. Mais, la suite va nous réserver des lendemains beaucoup plus douloureux. Le tribalisme qui, jusque-là, cachait son visage, va commencer à se

manifester brutalement au grand jour. Au cours de cette période, l'état-nation sera soumis à un deuxième test, après celui de l'union. Massamba Débat formera son premier gouvernement rien qu'avec des technocrates venus des toutes les parties du pays avec Pascal Lissouba comme premier ministre. Ce test va aussi échouer. Nous revenons inlassablement aux fractures ethniques.

En effet, cette fois, ce n'est pas la voix du peuple ou des joutes politiques mais les armes qui se font entendre. En août 1968, un soulèvement militaire conduit à l'éviction de Massamba Debat et à l'irruption directe de l'armée, plus particulièrement des cadres du Nord, sur la scène politique. La nature du pouvoir en est profondément changée. Un compromis conduit à l'intégration de la Défense civile dans l'armée, reflet et base d'une alliance politique qui se noue entre des anciens des J.M.N.R.-Défense civile et des militaires dits « progressistes » dont Nguouabi est le chef de file. Une partie importante de la gauche historique dont Diawara revient au pouvoir, mais cette fois-ci directement dans l'appareil d'Etat. Pour elle, ce n'est plus le mouvement de la jeunesse, mais l'alliance avec des secteurs progressistes de l'armée qui conditionne l'action politique. C'est dans ces conditions, pour le moins ambiguës, qu'est fondé le Parti congolais du travail (P.C.T.) à la fin de 1969, dont le discours marxiste-léniniste est, dès l'abord, en contradiction avec les pratiques et les réalités politiques, ce qui ne va pas contribuer à clarifier les grandes options du régime..

La Défense civile intégrée au sein de l'armée, la lutte pour le pouvoir s'y trouve déplacée (toujours la lutte pour le pouvoir) : la nouvelle armée est l'objet d'une vague de démocratisation et de politisation intense opposant principalement une aile gauche héritière des J.M.N.R. et une aile droite héritière de l'armée coloniale. Les mêmes divisions se retrouvent dans l'ensemble des appareils de l'Etat, ministères et administrations, comme dans le

P.C.T. Ngouabi est amené à jouer un rôle de charnière multiple entre Nord et Sud, entre gauche et droite, entre civils et militaires, dans les mots, mais en réalité il saura s'entourer des cadres du Nord comme Yhombi et Sassou.

Cette très vive division empêche la mise en œuvre de toute politique cohérente et stable. La gauche s'oppose à la corruption, au développement d'un petit capital privé national, aux affrontements avec les ouvriers, les paysans, les écoliers et étudiants, au régionalisme et au clientélisme. Le secteur d'Etat est l'objet d'une âpre lutte entre la gauche, pour laquelle il s'agit d'un enjeu fondamental, la droite et les bureaucrates qui y voient un prolongement rémunérateur des administrations. Il n'y a pas une doctrine, mais une bataille autour du secteur d'Etat qui se développe surtout à la suite de nationalisations (création de l'immense Agence transcongolaise de communication (A.T.C.), en 1969, et de la Siacongo, important complexe agro-alimentaire, en 1970).

Des luttes nouvelles se font jour. Si le mécontentement reste sourd dans les campagnes, totalement oubliées, il éclate parfois dans les usines, privées ou publiques. A la compagnie des potasses, à l'A.T.C. (cheminots et dockers de Pointe-Noire), à la Siacongo, des explosions brusques, des grèves non contrôlées par la centrale syndicale progouvernementale mettent la gauche au pouvoir, dans une situation de plus en plus intenable. Le mouvement de la jeunesse, étudiants, écoliers, se recompose également. Les quelques projets de la gauche dans le domaine rural rencontrent l'hostilité et le sabotage des forces de droite et de l'administration.

Manifestement, les puissances impérialistes, la France, en particulier, et les grandes sociétés laissent pourrir la situation, accélérant plus ou moins discrètement le processus de décomposition. Les Grands Moulins de Paris

(énorme complexe agro-alimentaire qui deviendra la Siacongo) cessent leur activité. Ils sont, en conséquence, nationalisés.

Les retards, les impayés de l'administration et des entreprises publiques atteignent des sommes de plus en plus considérables. La banqueroute menace, le régime est acculé à la faillite. L'affrontement devient inévitable.

Deux projets s'opposent, absolument incompatibles. Pour la gauche, il s'agit de créer un consensus populaire en menant une politique favorable aux masses, mais mesurée par la force des choses, de créer les conditions d'une accumulation publique dont le fer de lance est l'appareil d'Etat. La mise au pas des fonctionnaires et des cadres, l'instauration d'un système de planification impliquant le contrôle effectif et politique des entreprises d'Etat, l'élaboration (après des années de silence et d'oubli) d'une politique rurale, un compromis mouvant mais clair avec l'impérialisme, telles sont, pour la gauche, les nécessités immédiates. De l'autre côté, la droite réagit contre de tels objectifs. Cette droite qui était composée essentiellement des cadres du nord qui élaboraient, certainement, une autre stratégie, cela se verra plus tard à l'assassinat de Nguouabi, ne pouvait pas valider ces projets parce qu'elle ne souhaitait pas voir le pouvoir lui échapper. Comment comprendre les contradictions idéologiques sur le rôle de l'appareil de l'Etat, la remise en question des relations avec l'ancienne puissance coloniale, les lois du marché et l'élaboration de la politique à mener vis-à-vis des masses alors qu'ils étaient, pour la plupart, au comité central du PCT, un parti marxiste-léniniste pur et dur sans penser à l'installation d'un rapport des forces à l'intérieur de l'appareil d'Etat pour la conquête du pouvoir ?

Le 22 février 1972, la gauche historique, acculée, divisée sur la conduite à tenir, joue sa carte militaire et perd la

tentative de coup d'Etat dirigée contre le président Ngouabi.

La banqueroute financière de l'Etat et du secteur public, l'affrontement de plus en plus dur entre les deux ailes ennemies au sein du parti et de l'armée semblaient obliger à trancher dans le vif. La transition, en fait, allait se faire plus calmement. A cela, deux raisons essentielles d'une part, le démarrage de l'exploitation pétrolière en 1972 et le triplement des prix à la fin de 1973 qui permettaient de remettre à flot les finances et la crédibilité de l'Etat d'autre part, les divergences immédiatement apparues entre Ngouabi et l'aile droite militaire, principalement composée de cadres du Nord, partisans de méthodes dures et expéditives.

Il en résulte une victoire de la droite, certes, mais une victoire militaire sur la classe politique progressiste et non pas sur le mouvement populaire renaissant. De graves incidents dans la région du Pool fin 1972, provoqués par le maquis de Diawara et l'élection de l'Assemblée populaire en 1973 font apparaître clairement les difficultés politiques du nouveau régime dans le Sud du pays.

Au cours du premier semestre 1973, la répression militaire frappe le maquis d'Ange Diawara, rescapé du coup d'Etat du 22 février, qui cherchait à relancer l'action en milieu rural : un grand nombre de militants urbains, accusés de complicités, sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines. Il faut noter, au passage, que Ngouabi n'ira pas bombarder à armes lourdes et avions la région de Goma tsé-tsé, contrairement au comportement de Sassou pour Ikongono et les deux génocides du Pool (1997 – 2002, 2016 – 2018). C'est ensuite le tour d'ouvriers de la Siacongo qui ont lynché un responsable syndical pour détournement de fonds syndicaux, condamnés également fin 1973. Au début de 1974, après

des manifestations importantes, le mouvement de la jeunesse – écoliers et étudiants – est durement frappé et décapité à Brazzaville et à Pointe-Noire.

La nature de classe du régime devient plus claire, les ambiguïtés qui subsistaient se lèvent. Seul son discours marxiste-léniniste reste inchangé. Le mécontentement atteint toutes les couches sociales. Il ne s'explique pas seulement par la répression, qui empêche toute forme d'organisation autonome, mais aussi par des difficultés économiques croissantes, par la dégradation des conditions d'existence. Car si les recettes pétrolières permettent de combler les énormes pertes du secteur public, de rembourser les arriérés, le peuple congolais, lui, vit les conséquences du marasme économique.

. L'absence de toute politique agricole sérieuse se fait cruellement sentir. Il est d'ailleurs remarquable qu'au début de l'année 1976 les dirigeants syndicaux progouvernementaux se soient vus contraints de se désolidariser du pouvoir et d'appuyer un mouvement de grève générale (24 mars). La baisse de production du secteur d'Etat est générale, catastrophique. On ne sait même pas exactement ce qu'il en est, car il n'y a plus de comptes, plus de gestion.

C'est que la situation, si elle est clarifiée en ce qui concerne la base de classe du régime, ne l'est toujours pas quant au projet politique. La gauche éliminée essaie de se doter d'une assise populaire personnelle et multiplie les interventions publiques, de type populiste, où il apparaît sous un jour bonhomme, honnête, patriote, populaire, attaquant la classe politique et bureaucratique. Il y aura d'ailleurs des phases d'épuration, puis de « radicalisation », enfin de « radicalisation de la radicalisation » (juin 1976). Il s'efforce en même temps d'obtenir des appuis à l'Est, développe les contacts avec l'Union soviétique, continue à s'en prendre à la stratégie

attentiste de la France, attentiste, et des intérêts français. L'amateurisme, installé à la tête de l'Etat depuis plus de 10 ans avec des choix économiques et politiques hasardeux, continue de plomber le destin du pays.

Ainsi, prisonnier des forces de droite, en réalité des officiers de l'Armée traditionnelle issus du Nord, Nguabi les craint et essaie de rééquilibrer le pouvoir. Mais pas plus que l'ancienne gauche, il n'a pas les moyens politiques de ses aspirations. Il lance un nouveau projet pour réconcilier toutes les forces politiques ayant participé au pouvoir depuis Youlou, des partisans de Massamba-Debat aux anciens de la défense civile et d'entamer une réouverture vers l'Ouest. L'objet du prochain congrès du P.C.T. était la mise en place de cette nouvelle formule politique. La droite militaire et les cadres nordistes risquaient de voir, une fois de plus le pouvoir leur échapper. Ces cadres nordistes ne seront certainement pas étrangers à son assassinat, le 18 mars 1977 si l'on se réfère aux témoignages recueillis pendant la Conférence nationale souveraine sur ces événements [1]. Toutes ces expériences nous montrent que la stratégie de conservation du pouvoir par une ethnie était le moteur principal de toutes ces oppositions. Tous les antagonismes, tous les affrontements et toutes les oppositions affichées comme idéologiques (gauche/droite) n'étaient, en réalité qu'une lutte sourde pour la conquête du parti (PCT) par les cadres militaires du nord pour conserver le pouvoir. Ne disait-on pas, d'ailleurs à l'époque, que « Le parti doit diriger l'Etat » ? Les « vrais révolutionnaires » sans aspiration tribaliste, la vraie gauche, du PCT étaient tous évincés du Comité central. Nguabi venait d'apprendre à ses dépens que l'instrumentalisation du tribalisme qu'il avait pourtant initiée pour la conquête du pouvoir pouvait engendrer un monstre qui allait finir par le dévorer. Le PCT n'était plus un lieu de débat entre les forces de droite et forces de

gauche mais une machine pour la conquête et la conservation du pouvoir pour les cadres du Nord.

En réalité, Ngouabi suspendra le parti, en 1973, suite à toutes les contradictions et surtout après la montée en puissance de la « droite » en son sein. Quatre ans, plus tard, Sassou, son ministre de la Défense et de la Sécurité, décidera de faire mieux en 1977 : il assassinera Marien Ngouabi, un jour de fête : le 18 mars et suspendra, très officiellement, le PCT « jusqu'à nouvel ordre ». Il mettra à la place un Comité militaire dirigé par un ancien membre du parti, habilement, choisi : Yhombi Opango. En 1979, celui-ci sera accusé par Sassou de tous les crimes : trahison, haute trahison, et le jettera en prison sans jugement, mais en faisant crier sur les toits, pendant de longs jours : « Yhombi a mené une vie de bourgeois à la tête de l'Etat ; Yhombi a trahi l'image du dirigeant exemplaire que nous a laissée le grand et immortel, Marien Ngouabi ». Ensuite, Sassou va enterrer l'Etat-nation, le 21 mars 1999, dans son discours de Talangä [2] en consacrant la séparation nord / sud. Sur ses ruines se construira le Fédéralisme pour réconcilier les deux grands blocs.

Trois tests successifs et autant d'échecs parce que l'objet de toutes les compétitions : l'élection du président au suffrage universel direct dans un environnement où l'ethnocentrisme est la règle. La seule possibilité pour les groupes ethniques à taux démographique faible d'arriver au pouvoir se trouve dans l'exercice permanent de la violence. Dans une nation, tout citoyen devrait se sentir concerné quand une partie est bombardée par l'armée nationale pour attraper un rebelle. Même au plus fort des combats contre les FARCs, l'armée colombienne n'avait jamais noyé une région entière sous les bombes. Mais il se trouve des citoyens congolais pour justifier de tels actes sans empathie, aucune. C'est là, toute la pièce qui se joue dans ce pays depuis 60 ans. Ce qui paraît, pourtant,

comme une évidence reste un point de blocage chez certains. Pourquoi avoir peur du changement, du fédéralisme ? La peur d'ouvrir la boîte de Pandorre du tribalisme ? Mais, que se passe-t-il depuis 60 ans dans ce pays ? Ikongono et le Pool ne font-ils pas partie de ce pays ? Cette boîte, n'est-elle pas restée ouverte tout ce temps avec tous les assassinats ? Des centaines de milliers de congolais n'ont-ils pas été victimes du système actuel ? Maintenir ce système revient à se lancer dans la quête de l'homme providentiel qui sortira ce pays du cycle infernal : élections présidentielles / affrontements tribalistes. Pourtant l'objectif ne devrait pas être de trouver l'homme idéal mais de bâtir des institutions qui ne permettraient plus à de telles situations de se reproduire. Le fédéralisme est l'une des solutions.

Or, en conservant l'Etat-nation hérité de la colonisation nous tombons dans la logique de l'indépendance voulue par la France qui répond au principe suivant : mettre en place la matrice d'un État avec au cœur de cette matrice l'influence française. Ce projet est éminemment politique, essentiellement politique. Il ne faut pas vouloir faire dire au terme « indépendance » dans le cas de l'Afrique noire française plus qu'il ne signifie dans le projet de décolonisation. Dans cette analyse du projet français – plus exactement du projet gaulliste –, les termes de « décolonisation », d'« indépendance » et d'« influence française » sont complémentaires. En assurant ses positions au moment-clé de la transmission de l'État colonial, la France a su créer sur le long terme des conditions de domination et d'exploitation qui se révèlent plus fort que les orientations des gouvernements congolais successifs : la République du Congo appartient à l'ensemble des représentations du système international francophone et sa diplomatie est assurée par la France comme sa monnaie. Tout ce qui précède montre que la vie politique congolaise reste étroitement liée à la politique africaine de la France, pour des raisons humaines

(contacts et réseaux établis), politiques (prolongement des ressources humaines et création d'une vie publique fortement inspirée du modèle républicain français) et économiques (politique de coopération et d'exploitation des matières premières, monnaie, instabilité de l'économie congolaise). L'urgence de la transformation de l'État congolais n'est plus à considérer comme un simple phénomène de consolidation de l'État-nation européocentré actuel, mais comme un processus de réinvention d'une organisation qui combine des logiques de développement humain, économique et social dans le respect des cultures dans une loi fédérale qui assure l'égalité de tous devant la nation.

[L'ÉTAT colonial, puis postcolonial, n'a ni protégé ni libéré les Africains, mais les a au contraire exploités par l'exacerbation des nationalismes périmés et par des manipulations tribalistes servant à masquer les clivages entre masses et cliques dirigeantes. Après l'indépendance, la négation même de leur être a incité les peuples à se jeter, au nom de l'Etat-Nation à construire, entre les mains de despotes qui incarnèrent le contraire de l'idée démocratique qu'ils étaient supposés importer d'Occident. Car les ferments nationalistes exercèrent une action constamment ambiguë, d'abord instruments de combat social, mais bientôt arme politique aux mains du pouvoir en place, pour rejeter toute forme d'opposition au nom d'une « purification » xénophobe] [2].

Dans son livre *Quand le Sud réinvente le monde*, Bertrand Badie explique que les nations du Nord ont phagocyté l'émancipation politique des anciennes colonies en imposant leur propre modèle d'organisation politique, celui de l'Etat-nation. « *Les libérateurs africains étaient condamnés à être des protestataires plutôt que des bâtisseurs d'Etat-nation, non adaptés à l'historicité africaine* », précise le professeur à Sciences Po Paris. Pour lui, les pays africains ont été cantonnés à un rôle

secondaire sur la scène internationale après les indépendances, et l’Afrique bouleverse aujourd’hui l’agenda international. « *Le continent est devenu le centre de gravité du jeu politico-diplomatique mondial.* ». Voilà la réalité que nos illustres aînés fédéralistes avaient perçue quand ils proposaient de dépasser le système d’organisation coloniale.

.En effet, il est temps de surmonter l’inertie, de ne plus s’obstiner à vouloir résoudre les défis présents avec des formules valables hier. L’Etat-nation, formule d’hier, nous a maintenus dans un état de servitude qui est le prolongement du système colonial. Changer de paradigme est plus que d’actualité. C’est pour cette raison que nous militons pour le Fédéralisme et la Fédéralitude, son moteur. Comme énoncé plus haut nous devons nous réapproprier notre Histoire et recréer des espaces dans lesquels la maison Commune est le périmètre de l’Etat imposé par le colon et les chambres, les différentes ethnies qui l’habitent. Chacun chez soi avec la volonté affirmée de vivre en paix dans l’espace commun. Promouvoir le vivre-ensemble dans la diversité et la paix, cette philosophie qui caractérise la Fédéralitude, courant initié par José Mene Berre.



Figure 1 : Fédéralitude¹

1 <https://www.bookelis.com/auteur/mene-berre-jose/374>

« Cinquante ans après les premières vagues des indépendances africaines, il est de plus en plus évident que le vrai problème des États africains, c'est leur système politique jacobin, unitaire et centralisé.

L'assimilation forcée qu'il impose pour la construction d'une identité nationale hybride et abstraite induit l'aliénation culturelle de nos États multiethniques, une exploitation déséquilibrée et injuste des ressources naturelles, un développement sauvage et anarchique de nos capitales au détriment de l'arrière-pays, etc. Au niveau purement politique, il favorise la domination de la majorité par un clan, une caste ou un individu érigé en chef de l'État. Ce système bride les initiatives et les énergies locales tout en mettant en danger les équilibres de notre « village planétaire »².

Le Fédéralisme est donc la solution et la Fédéralitude notre façon de le vivre dans la diversité ethnique et la paix..

Beaucoup d'organisations, d'universitaires et d'experts se sont penchés sur la situation qui prévaut au Congo Brazzaville depuis l'indépendance. Dans le souci de ne pas trahir leurs conclusions et contributions, nous restituons l'intégralité de certaines de leurs réflexions avec des références pour inciter celles et ceux qui souhaitent en savoir plus de s'y référer. Ce livre blanc est donc une synthèse des contributions de tous les fédéralistes qui se sont penchés sur la question depuis plus de 20 ans.

Nos remerciements vont naturellement vers tous ces brillants esprits africains et congolais, notre mémoire à tous les démocrates persécutés et assassinés parce qu'ils militaient pour l'instauration du fédéralisme en Afrique.

2 <https://federalitude.wordpress.com/2015/02/04/la-genese-de-la-federalitude/>

Nous nous inscrivons résolument dans la prolongation de leur combat pour une Afrique fédérale.

Le fédéralisme au Congo Brazzaville donnera la pleine dimension de son efficacité que si et seulement si toute l'Afrique centrale (Tchad, Gabon, Centrafrique, Cameroun et République Démocratique du Congo) s'engage résolument dans la voie du Fédéralisme pour parachever l'œuvre de Boganda..

C'est à ce moment-là que la dictature n'aura plus de prise sur les peuples parce que ceux-ci élèveront la voix pour éviter qu'on lève les mains sur eux - comme d'habitude - jamais plus pour s'humilier, pour se soumettre !

Le peuple va se réapproprier sa culture, son être profond, pour être en conformité avec ses aspirations et ses racines pour un développement harmonieux comme l'ont compris les peuples d'Asie. Aucun peuple ne peut se développer avec la culture de l'autre. Cela se vérifie sur tous les continents notamment en Afrique et dans les Amériques. Il a fallu attendre la fin du 20ème siècle pour voir un dirigeant autochtone accéder au sommet de l'Etat en Amérique du sud. Un peuple sans culture est comme un bateau ivre dans la tempête que des pirates sans foi ni loi peuvent arraisonner et réduire en esclavage ses occupants. L'Afrique doit retrouver ses marques pour aspirer vers le développement social, économique et culturel.

Livre I

Bilan de l'Etat-Nation

LE BILAN DE L'ETAT-NATION DU CONGO

Capitale: Brazzaville

Superficie (Km2) : 341 500

Création / indépendance : 1960

Monnaie : Franc CFA BEAC

Façade maritime : 169 km, ouverte sur l'Océan Atlantique.

Le territoire national est aujourd'hui subdivisé en Communes, en départements, en Districts, en arrondissements, en villages et en quartiers. Le Congo compte onze départements, dont Brazzaville, la capitale politique, qui a la particularité d'être une Région autonome distincte..

Les départements sont les suivants, du nord au sud : département de la Likouala, département de la Sangha, département de la Cuvette-Ouest, département de la Cuvette, département des Plateaux, département du Niari, département de la Lékoumou, département du Pool, département du Kouilou et département de la Bouenza. La ville de Pointe-Noire dans le département de Kouilou, sur la façade atlantique, bénéficie aussi d'un statut particulier similaire à celui d'un département, sans le nom. En somme, le Congo compte dix départements au sens strict et deux Municipalités de rang départemental (Brazzaville et Pointe-Noire).

À l'exception de Brazzaville qui est dirigée par un maire central, les départements sont placés sous la responsabilité des préfets, secondés par des sous-préfets.

[Le Congo est un pays potentiellement riche. Avec une faible densité (soit environ 8,5 habitants au km²), il présente un terroir agricole varié mais sous-exploité (3%

des 8.000.000 ha de terres cultivables), bénéficie de ressources forestières importantes (21.000.000 ha dont 14 exploitables, comportant des essences et une faune très variées), et de ressources pétrolières (12 millions de tonnes- 240 000 barils par jour) qui lui assurent un revenu national annuel par tête compris entre 1300 et 1400 dollars (en PPA).

.Sur 12.800 km de routes, seulement 1.500 sont bitumées. Une grande partie des régions est enclavée du fait du manque d'entretien, de l'insuffisance des investissements et des destructions dues aux guerres. En revanche, le fleuve Congo constitue un instrument exceptionnel d'intégration régionale et s'intègre dans une chaîne de transport qui va de la façade maritime au centre de l'Afrique.

La population, jeune (2/3 ont moins de 25 ans) urbanisée aux 2/3 est inégalement répartie (4/5ème dans la partie méridionale).

L'appareil d'État est affaibli par dix années d'instabilité politique et sociale. Le système de santé et le système éducatif ont été durement touchés dans leur structure et leur fonctionnement par les guerres civiles.]³

3 <https://cg.ambafrance.org/Enjeux-de-la-cooperation-franco> :

27/09/2013

ORGANISATION POLITIQUE

Le territoire Congolais est inégalement peuplé, 70 % de la population sont concentrées dans le sud du pays, le long du littoral (zone de Pointe-Noire), sur la rive du cours moyen du fleuve Congo (zone de Brazzaville) et le long de la voie ferrée Congo-Océan qui relie ces deux zones. Soulignons également que les trois quarts de la population habitent les villes, ce qui fait que le Congo-Brazzaville reste l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique. À elles seules, les agglomérations de Brazzaville (près de 2 millions d'habitants) et de Pointe-Noire (près d'1 million habitants) concentrent plus de 55 % de la population; les autres villes importantes sont Dolisie, anciennement Loubomo (83 798 habitants) et Nkayi (71 620).

[Un des pôles de résistance de la France libre pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Congo accède au statut de territoire d'outre-mer (1946), puis de république au sein de la république française (1958), avant de proclamer son indépendance en 1960. Une des figures de proue de cette marche vers l'indépendance, l'abbé Fulbert Youlou, préside le pays de 1960 à 1963. Un modèle de développement socialiste est adopté par la République du Congo qui, à partir de 1968, est dirigée par des militaires.

Des difficultés économiques suscitent la grogne dans la République populaire du Congo sous la présidence du colonel Denis Sassou-Nguesso (1979-1991). Les références marxistes sont supprimées et l'établissement d'une démocratie pluraliste permet l'élection d'un nouveau Président, Pascal Lissouba, en 1992. Les rivalités politiques entraînent cependant le pays dans une guerre civile sanglante. En 1997, Sassou-Nguesso reprend le pouvoir d'un pays déchiré, dont une grande partie de la population vit dans la pauvreté. Un régime Présidentiel est instauré en 2002.

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est Présidentiel; le Président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative..

Le système électoral est du type scrutin à deux tours. Le système partisan est généralement associé à la catégorie suivante: multipartisme.]⁴ .

4 <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan>

CHRONOLOGIE DEPUIS 1960

Nous ne prenons en compte que les événements qui se rapportent à la situation intérieure ou aux enjeux internationaux avec un impact direct sur la gouvernance du pays.

15 AOUT 1960: PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Colonie française jadis connue sous le nom de Moyen-Congo, la République du Congo, constituée en 1958, proclame son indépendance le 15 août 1960.

1960 – 1963: PRESIDENCE DE FULBERT YOULOU

[Né le 9 juin 1917 à Madibou, en pays lari, dénommé Youlou, ce qui, dans la langue de son ethnie, désigne un fétiche insaisissable, il sera baptisé en 1926 et prénommé Fulbert.

Après des études théologiques, notamment au Grand séminaire de Yaoundé, où il se fit remarquer pour son penchant pour la philosophie, il est ordonné prêtre en 1946, et exerce une dizaine d'années, lorsqu'en 1956, il décide de commencer une carrière politique. Suspendu « a divinis » ce qui comporte notamment l'interdiction de dire la messe après que son supérieur hiérarchique, Mgr Bernard, se soit opposé au dépôt de sa candidature aux élections à l'Assemblée Territoriale du Moyen-Congo en 1956, il va connaître une popularité étonnante. En dépit d'un premier échec électoral, ce prêtre condamné par Rome, par vengeance raciale, disent ses amis, va connaître une irrésistible ascension qui le portera jusqu'à la magistrature suprême, en décembre 1959.

La personnalité de Fulbert Youlou échappe à tous les critères d'appréciation occidentaux, parce que ceux qui essayent d'en cerner les contours sont souvent incapables de tenir compte de la spécificité du contexte africain dans lequel il a vécu, profondément enraciné. D'autre part, compte tenu de sa jovialité apparente, de sa bonhomie, de certains aspects fantasques de l'homme, qui affichait un anti-communisme militant, Fulbert Youlou a, de son vivant, été constamment raillé par ses adversaires, voire même diffamé.

Cet homme, qui avait combattu contre le célibat des prêtres, et qui eut plusieurs enfants de femmes différentes, fut accusé de mœurs dissolues, et on lui prêta un nombre incalculable d'aventures sentimentales. On glosa beaucoup sur ses tenues vestimentaires, l'accusant de faire couper ses soutanes chez les grands couturiers parisiens, rumeurs que contribuèrent à accréditer ses successeurs, lorsqu'en août 1970, la direction générale des Affaires culturelles du Congo organisa à Brazzaville une exposition des fétiches et des vêtements présumés avoir appartenu à Fulbert Youlou..

Bien qu'une partie de la presse internationale se soit obstinée à l'appeler "M. Fulbert Youlou," bien que la hiérarchie romaine l'ait, du moins partiellement, placé au ban de l'Eglise, Fulbert Youlou se considéra toujours, conformément aux règles du droit canon, "sacerdos in aeternum." Il ne quittait d'ailleurs pratiquement jamais sa soutane, et n'appréciait aucun de ses surnoms plus que "l'Abbé."

Pour son élection à la mairie de Brazzaville, en novembre 1956, comme pour son élection comme Conseiller territorial du District de Djoué, en 1957, Fulbert Youlou utilisa son prestige de clerc en même temps qu'il se posait en héritier spirituel d'André Matswa, ancien tirailleur "sénégalais," fondateur d'une secte mystico-religieuse,

mort en prison en 1942. Prenant la place de la victime, en annonçant qu'il allait poursuivre son œuvre religieuse et politique, il recueillit automatiquement les voix de tous ceux qui, refusant de croire à la disparition de Matswa, votaient, depuis une quinzaine d'années, "pour les os."

En mai 1957, "l'Abbé" entre dans le gouvernement du Moyen-Congo, comme ministre de l'Agriculture. Il anime la section congolaise du Rassemblement démocratique (R.D.A.), l'Union démocratique de défense des intérêts africains (U.D.D.I.A.) dont l'emblème est le caïman, parce que, selon une légende tenace, l'un de ces sauriens serait apparu à Fulbert Youlou au cours d'une vision mystique qu'il aurait eue près des chutes de la Foulakari..

En novembre 1958, après de violentes émeutes qui se dérouleront à Pointe-Noire, M. Fulbert Youlou succède à M. Opangault, à la présidence du Conseil de gouvernement, et décide le transfert de la capitale congolaise à Brazzaville. Petit à petit, il concentre la totalité des pouvoirs entre ses mains, tentant une expérience autoritaire facilitée par le fait que ses concitoyens ne dissocient pas son pouvoir politique de son pouvoir religieux. En juin 1962, il obtient les pleins pouvoirs à la suite d'un vote de l'Assemblée et, en août de la même année, il annonce la création d'un parti unique. Il paraît au faîte de sa puissance lorsque, une année plus tard, il est renversé à la suite des "Trois Glorieuses," journées des 13, 14, et 15 août 1963, au cours desquelles la population de la capitale congolaise manifeste contre sa politique, tandis que la France s'abstient d'intervenir en sa faveur.

Placé en résidence surveillée, il parvient à s'évader en mars 1965 et à gagner la rive méridionale du fleuve Congo, où Moïse Tshombé lui accorde asile politique. Il est, le 9 juin 1965, condamné à mort, par contumace, par le tribunal populaire de Brazzaville. Après avoir

vainement tenté d'obtenir le droit de s'installer en France, il gagne l'Espagne, où il meurt d'une maladie hépatique, et il sera inhumé à Madrid le 6 mai 1972. Cependant, le gouvernement de Brazzaville annonce aussitôt que, "par esprit humanitaire," il pourra être enterré en terre congolaise.

Du fait de son anticommunisme "primaire," Fulbert Youlou a souvent été présenté comme un réactionnaire borné. Ses contacts avec les dirigeants portugais, avec lesquels il prétendait parvenir à une solution négociée de l'indépendance des "provinces africaines" du Portugal, son amitié avec Moïse Tshombé, contribuaient à donner vigueur aux accusations formulées contre "l'Abbé". Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il entretenait d'excellents rapports avec Sékou Touré, qualifié par lui de "grand bonhomme", et que ce dernier fut un des rares chefs d'Etat d'Afrique à condamner avec vigueur la destitution de Fulbert Youlou.

L'accusation de tribalisme, fréquemment portée à l'encontre de Fulbert Youlou, paraît plus fondée, dans la mesure où "l'Abbé" ne cessa de militer en faveur de la reconstitution d'une certaine forme d'unité entre les tribus Bakongos, dispersées sous trois administrations différentes au Congo ex-belge, au Congo anciennement français et en Angola. C'est pour donner corps à cette idée qu'il multiplia les contacts avec l'ancien président Joseph Kasavubu qui, comme lui, était d'origine Bakongo.

Il est difficile de savoir si Fulbert Youlou est, ou non, resté populaire après sa chute. Mais ce qu'on peut affirmer c'est que, personnellement, il ne renonça jamais à revenir au pouvoir.

Fulbert Youlou a écrit de nombreux et intéressants articles sur les coutumes africaines et sur la pharmacopée congolaise. Deux violents pamphlets anticommunistes ont

été également publiés sous sa signature: “J'accuse la Chine” (Ed. de la Table Ronde, 1966) et “Comment sauver l'Afrique?” (Imprimerie Paton, Troyes, 1968).]⁵

**26 MAI 1963: SIGNATURE DE LA CHARTE
CONSTITUANT L'ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE**

Des représentants de 31 pays africains, dont de nombreux chefs de gouvernement et d'État, sont réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, afin de procéder à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

⁵ Philippe DeCraene

15 AOUT 1963 – 1968: PRESIDENCE DE MASSAMBA DEBAT

Alphonse Massamba-Débat naît à Nkolo en 1921 dans une famille kongo.

Il fait ses études primaires à l'école régionale de Boko. Il reçoit ensuite une formation d'instituteur à l'école Édouard Renard de Brazzaville. Il est marié à Marie Nsona avec laquelle il a plusieurs enfants. Marqué par son éducation protestante, il témoigne toute sa vie d'une grande austérité pour certains et d'une grande intégrité pour d'autres.

Carrière enseignante

De 1945 à 1948, il exerce au Tchad. De retour au Congo, il est directeur d'école à Mossendjo de 1948 à 1953, puis à Mindouli de 1953 à 1956. À partir de 1957, il enseigne à l'école laïque de Bacongo à Brazzaville.

Premières responsabilités politiques (1959-1963)

Massamba-Débat est membre du PPC de Jean-Félix Tchicaya avant d'adhérer en 1956 à l'Union Démocratique de Défense des Intérêts Africains (UDDIA), le parti nouvellement créé par l'abbé Fulbert Youlou.

En 1959, il est nommé directeur de cabinet au ministère de l'Éducation nationale.

Il est élu président de l'Assemblée nationale en 1959. Il occupera cette fonction jusqu'en 1961.

Il devient alors ministre du Plan et de l'Équipement. Ses mœurs austères et sa simplicité, sa rigueur et sa compétence le préservent du discrédit croissant qui frappe

les membres du gouvernement de Fulbert Youlou, auxquels la population reproche leur faste et leur arrogance.

En mai 1963, Massamba-Débat quitte le gouvernement à la suite de divergences de plus en plus prononcées avec Fulbert Youlou.

La présidence de la République (1963-1968)

Le 15 août 1963, les chefs militaires Mountsaka et Mouzabakani appellent Alphonse Massamba-Débat au pouvoir. Il devient chef du gouvernement provisoire et constitue un cabinet réduit constitué de techniciens (Antoine Maboungou-Mbiba, Germain Bicoumat, Bernard Galiba, Pascal Lissouba, Paul Kaya, Charles David Ganao, Edouard Ebouka-Babakas et Jules Kounkound).

Le 8 décembre 1963, la nouvelle constitution est adoptée par référendum. Elle institue un Conseil National de la Révolution (CNR), présidé par le président de la République. Elle prévoit, outre la fonction de président de la République, celle de Premier ministre, chef du gouvernement.

Le 19 décembre, il est candidat unique à l'élection présidentielle. Il est élu à 100 % des suffrages exprimés. Le 24 décembre 1963, il publie son gouvernement, au sein duquel Pascal Lissouba devient Premier ministre.

En août 1964, le Mouvement National de la Révolution (MNR) est créé et institué parti unique. Massamba-Débat en est le secrétaire général et Ambroise Noumazalaye le Premier secrétaire politique.

L'idéologie du régime est de gauche et le Congo se rapproche des pays socialistes, notamment Cuba et la Chine, tout en s'éloignant des pays capitalistes. Che Guevara vient rencontrer Massamba-Débat en janvier 1965. Les relations diplomatiques sont rompues avec les

États-Unis. Les rapports se tendent avec le Congo démocratique voisin dont l'itinéraire politique est de plus en plus influencé par les velléités mobutistes.

.Le gouvernement de Tshombe expulse les ressortissants congolais vivant au Congo-démocratique.

Sur le plan intérieur, le régime de Massamba-Débat, aux prises avec les complots alimentés par une jeune garde politique congolaise avide de plus de pouvoir, se montre en contrepartie plus répressif et brutal, notamment par le biais de sa milice politique, la Défense civile et l'organisation de jeunesse du parti unique, la JMNR. Le point culminant de cette atmosphère de « terreur » est constitué par l'assassinat en février 1965, de trois personnalités dont les positions ne sont pas du goût du pouvoir : le président de la Cour suprême Joseph Pouabou, le procureur de la République Lazare Matsocota et le directeur de l'Agence Congolaise d'Information Anselme Massoueme auxquels on ne pourra attribuer la responsabilité à Massamba-Débat dont la mémoire réhabilitée en 1991 commencera à rétablir la vérité sur l'ensemble de son œuvre marquée autant par la rigueur, l'intégrité, que le pacifisme. Il s'agira néanmoins des premiers crimes politiques reconnus de l'histoire du Congo indépendant.

Sur le plan économique et social Massamba-Débat mène une gestion saine et rigoureuse. Sous sa présidence le Congo connaît un début d'industrialisation et le niveau de vie des Congolais s'améliore. Quelques grandes unités de productions à grande main d'œuvre sont construites : l'usine textile de Kinsoundi, les palmeraies d'Etoumbi, l'usine d'allumettes de Bétou, les chantiers de constructions navales de Yoro, etc. Des centres de santé sont créés (deux à Brazzaville et un à Pointe-Noire) ainsi que des groupes scolaires (collèges et écoles primaires).

Le taux de scolarisation du pays devient le plus élevé d'Afrique noire.

L'assise populaire de Massamba-Débat est incertaine dès le départ, car une partie des ressortissants de la région du Pool, dont sont originaires les deux premiers présidents du Congo, lui reproche d'avoir remplacé Youlou à la tête du pays. La brutalité des milices rend le régime impopulaire. Massamba-Débat, devient de plus en plus isolé. Les contradictions idéologiques (socialisme bantou contre socialisme scientifique) et les luttes de factions, principalement entre les pro-Lissouba et les pro-Noumazalaye ; les tentatives de l'opposition de droite (Mouzabakani, Kolelas, Kinganga) et l'activisme des officiers progressistes, conduits par le capitaine Ngouabi, affaiblissent Massamba-Débat.

Le 26 avril 1966, il nomme un nouveau gouvernement. Ambroise Noumazalaye devient Premier ministre en remplacement de Lissouba. Une lutte sourde s'instaure entre le président et son Premier ministre sur les options idéologiques, la politique de nationalisation des entreprises et la diplomatie.

Le 12 janvier 1968, il démet Noumazalaye et décide d'assumer lui-même la fonction de Premier ministre.

En juillet 1968, devant la montée de la contestation, il fait arrêter le capitaine Ngouabi, dissout l'Assemblée nationale et le bureau politique du MNR et suspend la Constitution de 1963. Il en résulte un affrontement entre ses partisans au sein de la Défense civile et une partie de l'armée. Il est alors contraint d'amnistier tous les prisonniers politiques et composer avec ses opposants.

Une autre version de ces événements consisterait en la simple reconnaissance d'un coup d'État qui conclura logiquement les manœuvres de ces grandes figures du

Nord que sont Marien Ngouabi ou encore et déjà l'actuel président Denis Sassou-Nguesso ; car en tout état de cause, les problèmes internes du Congo sont depuis toujours liés à des conflits relativement ethniques dont ont su malignement profiter les intérêts français et occidentaux via la soif de pouvoir des jeunes pousses politiciennes d'alors que l'on retrouvait pour l'heure dans les camps sudistes aussi bien que nordistes. On pourra noter alors la volonté manifeste de Massamba-Débat d'éviter tout bain de sang et ainsi de se contraindre à démissionner.

Le 5 août 1968, il forme un nouveau gouvernement, et un nouveau Conseil National de la Révolution (CNR) de 40 membres et doté de pouvoirs étendus, est mis en place. Celui-ci est présidé par Ngouabi et Massamba-Débat y est un simple membre. Outre Ngouabi, plusieurs officiers en font partie : Norbert Ntsika, Alfred Raoul, Joseph Ngabala, Denis Sassou-Nguesso, Luc Kimbouala-Nkaya, etc., ainsi que le chef de la Défense civile, Ange Diawara.

Le 4 septembre 1968, Massamba-Débat, dont les prérogatives de président de la République ont été rognées par le CNR, se résout officiellement de démissionner. La fonction de président de la République est provisoirement suspendue. Le capitaine Raoul assume l'intérim du chef de l'État.

Les dernières années (1968-1977)

Le 31 décembre 1968, la fonction de président de la République est rétablie. Marien Ngouabi est le nouveau président.

Le 16 octobre 1969, il est arrêté par le nouveau régime et accusé des assassinats de février 1965. La cour martiale chargée de le juger l'acquitte, le mois suivant, le procès ayant démontré la seule implication de ses collaborateurs

d'alors (Ambroise Noumazalaye, Lissouba, Ndalla, Hombessa, etc.) réunis au sein du groupe de M'Pila. La conférence nationale souveraine de 1991 qui revient sur cette période historique rétablit les faits et les responsabilités de chacun des acteurs. Le président Alphonse Massamba-Débat ne pouvait pas ignorer les soupçons et les preuves que ses services de sécurité avaient accumulés relatifs aux activités subversives de Matsocota et Pouabou. Libéré, il se retire dans son village natal.

.Le Congo entre alors dans une phase de grande instabilité (installation du « socialisme scientifique », instauration de la République populaire du Congo en 1970, multiples tentatives de coup d'État) dont le point culminant sera l'assassinat de Ngouabi en mars 1977. Massamba-Débat est arrêté à son domicile brazzavillois, le 18 mars 1977, probablement quelques heures après l'assassinat de Marien Ngouabi. L'un de ses enfants sera lui aussi emmené de force avec lui et ne reverra plus jamais son père, pas plus que ses autres frères et sœurs. Selon certains témoignages, l'ancien président est victime de graves sévices durant sa détention. La cour martiale instituée pour la circonstance par le Comité Militaire du Parti, nouveau détenteur du pouvoir, le condamne à mort. Il est présenté comme l'instigateur du complot ayant conduit à la mort du président Ngouabi. Il est exécuté durant la nuit du 25 mars 1977, dans des circonstances mystérieuses. Son corps n'a jamais été rendu à sa famille. Sa mémoire a été réhabilitée par la Conférence nationale souveraine de 1991, mais l'emplacement de sa sépulture n'a jamais été révélé.

31 DECEMBRE 1968: ACCESSION DE MARIEN NGOUABI A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE⁶

Au cours des années 1960, la République du Congo est dirigée par un régime socialiste révolutionnaire suite à la Révolution des 13, 14 et 15 août 1963, Alphonse Massamba-Débat prend le pouvoir. Celui-ci est renversé en 1968, une révolution de palais, et remplacé par le capitaine Marien Ngouabi. La République populaire du Congo adopte alors un modèle de développement marxiste-léniniste orthodoxe. Il est assassiné, en mars 1977 et le 18 mars et Massamba Débat, le 25 mars 1977

6 AVRIL 1977: ACCESSION DE YHOMBI OPANGO A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

Le 6 avril, il prête serment comme Président de la République du Congo. Il déclare œuvrer dans la ligne de Marien Ngouabi pour l'édification d'une société socialiste. Dans la pratique, une inflexion à droite est notable durant son mandat. Les rapports avec la France, exécrables sous Ngouabi, s'améliorent et les relations diplomatiques sont rétablies avec les États-Unis, après 13 ans de rupture.

⁶ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan>

8 FEVRIER 1979: ACCESSION DE DENIS SASSOU-NGUESSO A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO⁷

Le chef du Parti congolais du travail (PCT), le colonel Denis Sassou-Nguesso, accède à la présidence provisoire de la République populaire du Congo le 8 février 1979. Confirmé dans ses fonctions lors d'un congrès extraordinaire du PCT, en mars de la même année, il demeurera au pouvoir jusqu'en 1992, avant d'y revenir en 1997 et en 2016.

17 FEVRIER 1986: OUVERTURE DU PREMIER SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Le Président français François Mitterrand convoque à Versailles le premier Sommet de la Francophonie internationale. Des représentants de 41 pays y prennent part.

16 AOUT 1992: ÉLECTION DE PASCAL LISSOUBA A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Suite à la tenue de la Conférence nationale souveraine du 25 février au 10 juin 1991 à Brazzaville sous le régime du Président Denis Sassou N'Guesso, un vent de changement souffle sur la République du Congo alors que Pascal Lissouba, le candidat de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), remporte l'élection Présidentielle avec 61,3% des voix. C'est la première fois que le chef de l'État congolais est élu au suffrage universel entre plusieurs candidats grâce à la restauration du multipartisme, aboli depuis 1963.

⁷ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan>

25 OCTOBRE 1997: PERIPETIES DE L'ASCENSION DE DENIS SASSOU NGUESSO DEPUIS 1963

Tapi dans l'ombre, l'esprit malin fourbissait ses armes. Il attendait patiemment son heure pour s'emparer du pouvoir en marchant sur les cadavres, même ceux de ses parrains. « Dès 1968, la République populaire du Congo adopte un modèle de développement marxiste-léniniste orthodoxe jusqu'en 1990.

Le premier Président de la République du Congo après l'indépendance, l'abbé Fulbert Youlou, fut renversé en 1963 et remplacé par Alphonse Massamba-Débat, qui instaura alors un régime à caractère socialiste. Le nouveau gouvernement fut cependant déchiré par des conflits idéologiques et des luttes intestines entre deux acteurs principaux représentant deux courants politiques de gauche: modéré par Pascal Lissouba et extrémiste par Ambroise Noumazalaye.

L'armée aussi était une préoccupation majeure pour le Président qui craignait une rébellion possible des forces armées. L'élection Présidentielle du 22 juillet 1968 déclenche un nouveau conflit. Suite à la non candidature des acteurs politiques en présence,

Massamba-Débat décide, le 27 juillet de poursuivre dans ses fonctions à la tête de la République. L'armée est agitée par de jeunes officiers à la tête desquels, le commandant Marien Ngouabi, qu'il fait arrêter l'accusant de fomenter un coup d'État. Il est libéré le 31 juillet par des paras du régiment qu'il a fondé en 1965, le 2 août. Ngouabi forme le Conseil national de la Révolution (CNR), le 5 août. Acculé,

Massamba-Débat démissionne et Ngouabi prend la direction du pays et en devient formellement Président le 31 décembre. Il fonde le Parti Congolais du Travail

(PCT), le 31 décembre 1969. La République populaire du Congo adopte une ligne marxiste-léniniste orthodoxe. Elle devient une République populaire. Malgré la dictature qui sévit dans le pays, des dissensions apparaissent au sein du clan qui dirige le pays lorsque Ngouabi, conscient des difficultés économiques qui ravagent le pays décide de reprendre contact avec l'ancien président, Massamba Débat. Elles seront à l'origine de l'assassinat de Marien Ngouabi, le 18 mars 1977 et de Massamba Débat, le 25 mars, exécuté sommairement.

Un général, Yhombi Opango, accède au pouvoir de 1977 à 1979. Le Colonel Denis Sassou Nguesso prend le pouvoir, mars 1979. Il y restera jusqu'à la Conférence nationale souveraine qui installe le multipartisme après un an de Transition assuré par le Premier Ministre Milongo. A l'issue de cette période qui instaure le multipartisme au Congo, Pascal Lissouba est élu pour 5 ans au Poste de Président de la République, le 16 août 1992.

Après quatre mois de combats intenses et meurtriers, le Président de la République du Congo, Pascal Lissouba, est renversé en octobre 1997. Le 25, l'ex-Président Denis Sassou-Nguesso lui succède. La lutte armée se poursuivra toutefois avant qu'un accord de paix ne soit conclu à Brazzaville le 29 décembre 1999.avec pour bilan des milliers de morts et de déplacés ».

DES CONFLITS ETHNIQUES ET DES MORTS

1993-1993 : Violences ethniques > 2,000 morts liés directement au conflit (selon les estimations).

1997-1999 : Guerre civile > 10,000 morts liés directement au conflit (selon les estimations). Le projet Mouebara publié par le site d'Opinion international de Michel Taube décrit un vaste projet d'extermination des populations du Pool.

2002-2003 : Violences civiles (militants Ninja) > 500 morts liés directement au conflit (selon les estimations).

2015 – 2018 : Massacres dans le Pool: 3 000 victimes et 130.000 déplacés (Florence Môrice, RFI).

[La lutte armée se poursuivra toutefois avant qu'un accord de paix ne soit conclu à Brazzaville le 29 décembre 1999 après un bilan humain très lourd : 400.000 victimes (LCI), 750.000 manquent à l'appel selon l'ONU.

Les élections multipartites de 1992 et 1993, conséquences positives de la Conférence nationale et souveraine, marquent un virage démocratique en République du Congo. Des différends majeurs avec l'opposition s'expriment cependant après les législatives de 1993. Les leaders de l'opposition contestent la légitimité du Président Pascal Lissouba et de son Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS). C'est ici que vont se nouer des alliances improbables. Les milices de l'ex-Président Denis Sassou-Nguesso (Cobras) et de Bernard Kolélas (Ninjas) entrent en lutte avec Lissouba qui compte pour sa part sur les Cocoyes et les Zoulous. Ces conflits armés vont faire des milliers de morts et de déplacés. Sassou-Nguesso continue sa lutte. À l'approche de l'élection Présidentielle de juillet 1997, les troupes gouvernementales font une offensive contre les Cobras de Sassou-Nguesso dans la capitale, Brazzaville.